

Année 2020 - 2021
Mardi 20 Octobre 2020

iD-Flash
Adhérents n°09

Syndicat Indépendant des Personnels
de Direction de l'Éducation Nationale

Se relever et poursuivre après l'horreur

Après la sidération et l'abattement qui se sont emparés de nous suite à l'assassinat de Samuel Paty, massacré parce qu'il était professeur, envisager la suite n'est pas chose aisée.

Comment collectivement se relever d'un tel drame qui atteint au plus profond tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs républicaines et humanistes qu'ils soient personnels de l'éducation nationale, parents, élèves ?

Chaque jour des enseignants, des CPE, des AED, des personnels de direction, des personnels médico-sociaux, des agents font face à des situations qui remettent en cause les valeurs de la République.

Nous sommes confrontés aux atteintes à la laïcité, aux remises en cause de l'égalité femme-homme, à l'homophobie, à l'antisémitisme.

A chaque fois nous devons signaler, sanctionner, parfois déposer plainte et aussi inventer les modalités d'intervention qui devront atteindre un seul but : celui d'éduquer les jeunes, les classes, parfois les parents aux attendus de l'école et au respect des valeurs de l'état de droit dans lequel nous vivons.

L'institution s'est saisie de cette question depuis plusieurs années et la mobilisation de chacun nous a tous fait progresser et, ce, dès l'apparition de signaux faibles.

Des équipes valeurs de la République ont été mises en place dans toutes les académies, des documents variés et actualisés sont produits, des formations sont mises en œuvre pour les personnels enseignants, d'éducation et d'encadrement. Un conseil des sages de la laïcité a été créé.

A présent nous avons besoin que des actions fortes soient entreprises pour empêcher rumeurs et les cabales mettant en danger les personnels sur les réseaux sociaux. Le travail mené de concert avec les enseignants auprès des familles, les différents échanges et entretiens conduits pour chaque situation repérée ne suffisent plus.

Lors de sa Visio avec les représentants des syndicats de personnels de direction le 19 octobre, le ministre est longuement et fermement intervenu sur la nécessité du combat collectif à mener pour ne pas édulcorer le message sur la laïcité. Il a rappelé son soutien complet, total et absolu aux enseignants et personnels de direction vis à vis de toutes les violences et de l'irrespect. Il se défend d'une position outrancière et réaffirme l'ultra minorité de ceux qui veulent abîmer l'école de la République, la détruire.

Il a annoncé l'ouverture d'une session permanente du conseil des sages de la laïcité destinée à fédérer l'intelligence collective pour une analyse et des actions partagées, recueillir les propositions et préparer la cérémonie d'hommage national du 21 octobre, le retour en classe du 2 novembre et l'action structurelle à venir.

Indépendance et Direction est intervenu pour dénoncer les actes de contestation de la légitimité des enseignements récurrents dans les établissements scolaires et le plus souvent à « bas bruit » : des protestations non frontales, des commentaires remettant en question la laïcité, sans être pour autant ostensibles, sans contrevenir franchement au règlement intérieur, rendant par la même délicates les interventions institutionnelles.

Indépendance et Direction a exprimé au ministre que **l'école ne pouvait pas tout**. Nous avons bien évidemment notre rôle à jouer dans le cadre de nos missions mais cela ne portera ses fruits qu'intégré à une action d'ensemble qui doit être

d'envergure et englober les différents aspects de la société afin de faire respecter partout et par tous les valeurs républicaines, le principe de laïcité, et le refus de toute discrimination.

Il s'agit également de prendre en compte le retour des élèves le 2 novembre mais avant tout d'envisager le plus long terme.

Indépendance et Direction a fait des propositions concrètes au ministre :

- Instaurer un référent**, avec une indemnité rattachée et une cellule laïcité au sein de chaque établissement,
- Étoffer la formation** des enseignants et plus largement de tous les personnels par des actions inter-catégorielles apportant des connaissances actualisées et une culture commune,
- Mettre en place une **stratégie pédagogique globale d'acquisition des valeurs de la république et, ce, dès la maternelle**,
- Enseigner l'EMC de manière transdisciplinaire,
- Instituer des **interventions systématiques co-construites** avec la PJJ, des journalistes, des avocats, des juges...

La présence **d'équipes de direction complètes**, de CPE, d'AS, d'infirmières et de psy-EN dans chaque EPLE reste toujours indispensable,

Si la défense des valeurs républicaines est la priorité, elle doit se décliner impérativement en dégageant du temps et des moyens pour les établissements.

Cela ne peut être un dossier de plus qui s'ajoute à tout le reste. Dans le contexte actuel de gestion quotidienne de la crise sanitaire, il est nécessaire de **prioriser ce que les personnels de direction vont avoir à mettre en œuvre, à savoir la lutte contre les atteintes à la laïcité et la sécurité sanitaire**. Tout le reste, qu'il s'agisse de PIX ou de l'évaluation des établissements, doit être reporté ainsi que le demande **Indépendance et Direction** depuis plusieurs mois. Parce que sur le terrain ce sont les personnels de direction qui seront à la manœuvre.

Le Secrétariat Général 